

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDER'S BOARD

**AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° CC/____/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU
7 Mars 2025 RELATIF A L'ACQUISITION DU MOBILIER (FAUTEUILS DIRECTEUR ET
CHAISES DE RECEPTION, ARMOIRES DE RANGEMENT) POUR LES SERVICES CENTRAUX.**

1. OBJET DE LA DEMANDE DE COTATION

Le Ministre du Commerce lance une consultation pour une Demande de Cotation relative à l'acquisition du mobilier (fauteuils directeur, chaises de réception, armoires de rangement) pour les Services Centraux de son Département ministériel.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent notamment, la fourniture au Ministère du Commerce du mobilier (fauteuils directeur, chaises de réception, armoires de rangement).

Il s'agit de :

N° d'ordre	Désignation	Qtés
1	Bureaux des cadres en bois massif	05
2	Chaises de réception	08
3	Fauteuils Directeur	06
4	Fauteuils bureau	18
5	Armoires de rangement	04

3. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à la présente Demande de cotation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans la fourniture de ce type de matériel, et répondant aux critères de qualification indiqués dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. FINANCEMENT

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2025, sur la ligne d'Imputation Budgétaire n°59 21 025 05 340010 524118.

5. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne sur la plateforme COLEPS.

6. CONSULTATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP

(www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

7. ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

La version physique du dossier peut être obtenu au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de vingt mille (20 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation (DC).

8. COÛT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de vingt un millions (21 000 000) de Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à quatre cent vingt mille (420 000) FCFA ;

Il est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. REMISE DES OFFRES

- Chaque offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la Plateforme COLEPS, au plus tard le 6 AVR 2025 à 14 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION
N° 100 /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU 10
RELATIVE A L'ACQUISITION DU MOBILIER (FAUTEUILS DIRECTEUR ET CHAISES DE
RECEPTION, ARMOIRES DE RANGEMENT) POUR LES SERVICES CENTRAUX.

- Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;

- 15 MO pour l'Offre Technique ;
 - 5 MO pour l'Offre Financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- l'Format PDF pour les documents textuels ;
 - JPEG pour les images.
- Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : *Les copies de sauvegarde parvenues après la date et l'heure limites de dépôt ne seront pas reçues.*

11. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **16 AVR 2025** à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINICOMMERCE dans la salle de Conférence du Ministère du Commerce.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement se fera une heure après celle limite de réception des Offres.

12. RECEVABILITE DES OFFRES

La Cotation présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois (03) volumes :
Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies non-conformes au mode de soumission ;
- Les copies sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

13. CRITERES D'EVALUATION

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans la Demande de Cotation relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques et à la qualification des soumissionnaires.

13.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels.

Il s'agit notamment :

- de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun;
- des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP;
- de la non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- d'une Offre n'ayant pas satisfait à au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
- de l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ;
- de l'absence ou défaillance de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

13.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- Présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un an ;
- Attestation du Service après-vente ;
- Expérience et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- Délai de livraison inférieur ou égal à quatre-vingt-dix (90) jours ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé

à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention "lu et approuvé").

- Attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à six millions trois cent mille (6 300 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances.

Seuls les candidats ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à 70 % des critères essentiels seront qualifiés pour la suite de la procédure.

14- DELAI PREVISIONNEL ET LIEU DE LIVRAISON

14.1 Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

14.2 la livraison se fera au Ministère du Commerce.

15- ALLOTISSEMENT

Les fournitures, objet de la présente Demande de Cotation sont en un (01) lot unique.

16- ATTRIBUTION

La Lettre Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires, dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante c'est-à-dire répondant à au moins 70% des critères essentiels et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.

17-DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire reste engagé par ses cotations pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18-RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 et en ligne au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses : <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm>.

19-LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- CPM/MINCOMMERCE ;
- CHRONO ;
- ARCHIVES ;
- AFFICHAGE

Yaoundé, le 7 Mars 2025.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DU COMMERCE

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

INTERNAL TENDERS BOARD

NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION

No. 001 / 1 / DC / MINCOMMERCE / CIPM / 2025 OF 17 MARS 2025 FOR THE ACQUISITION
OF FURNITURE (EXECUTIVE OFFICE CHAIRS AND RECEPTION CHAIRS, STORAGE
CABINETS) FOR THE CENTRAL SERVICES.

1. PURPOSE OF THE REQUEST FOR QUOTATION

The Minister of Trade hereby launches a consultation for a Request for Quotation for the acquisition of furniture (executive office chairs, reception chairs, storage cabinets) for the Central Services of his Ministry.

2. SCOPE OF SERVICES

The purpose of this Notice of Quotation shall be the supply to the Ministry of Trade of furniture (executive office chairs and reception chairs, storage cabinets).

These shall be as follows:

Serial number	Description	Qties
1	Solid wood executive desks	05
2	Reception chairs	08
3	Executive armchairs	06
4	Office chairs	18
5	Storage cabinets	04

3. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Request for Quotation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law with proven experience in the supply of this type of equipment, and meeting the qualification criteria set out in this Request for Quotation.

4. FUNDING

Funding shall be provided by the 2025 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, budget allocation: No. 59 21 025 05 340010 524118.

5. TENDERING METHOD

The tendering method selected for this Request for Quotation shall be exclusively online on the COLEPS platform.

6. CONSULTATION OF THE REQUEST FOR QUOTATION DOCUMENTS

Physical documents may be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published.

Quotation documents may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website

(www.armp.cm) or by any other electronic means of communication indicated by the project owner (to be specified).

7. ACQUISITION OF THE REQUEST FOR QUOTATION DOCUMENTS

The physical version of the documents may be obtained from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: as soon as this Notice is published, against payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of 20,000 (twenty thousand) CFA francs.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) documents by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online tendering shall be subject to payment of the cost of purchasing the Request for Quotation (RFQ) documents.

8. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies shall be 21,000,000 (twenty-one million) CFA Francs inclusive of all taxes.

9. BID BOND

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond stamped and accompanied by a receipt from the Cameroon Deposit and Consignment Office, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bid bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 10 of the RFQ documents, the amount of which shall be 420,000 (four hundred and twenty thousand) CFA francs;

Bid bonds shall be valid for a period of 30 (thirty) days beyond the initial date of validity of the bid bonds. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. SUBMISSION OF BIDS

- Each tender, written in French or English, must be forwarded by the bidder on the COLEPS platform no later than 16 AVR 2025 at 2 p.m. (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION
No. 111 /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2025 OF 2
FOR THE ACQUISITION OF FURNITURE (EXECUTIVE OFFICE CHAIRS AND RECEPTION CHAIRS, STORAGE CABINETS) FOR THE CENTRAL SERVICES

- FILE SIZE AND FORMAT

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;

- 5 MB for the Financial Bid.
The accepted formats are as follows:
- PDF format for text documents;
- JPEG for images.
Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

NB: *Back-up copies submitted after the deadline (date and time) for submission shall not be received.*

11. OPENING OF BIDS

The bids shall be opened in a single phase by the Ministry of Trade Tenders Board on **16 AVR 2025** 3 pm precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade.

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the bid opening session.

Under pain of being rejected, the administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this Quotation. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the Quotation Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

The opening of the bid review meeting will take place one hour after the deadline for receipt of bids.

12. ADMISSIBILITY OF BIDS

The Quotation submitted by the tenderer shall comprise the following documents duly filled in and grouped together in a single document containing 3 (three) volumes:

The project owner shall not accept:

- envelopes (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- envelopes (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- envelopes (bids) that do not comply with the tendering method;
- envelopes (bids) without an indication of the identity of the invitation to tender.

Any bid that is incomplete in accordance with RFQ requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of the RFQ shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible. In accordance with the provisions of point II.4 of Circular Letter N°00019/LC/MINMAP of June 05, 2024, relating to the modalities of constitution, consignment, conservation, restitution and deconsignment of sureties on public contracts, the said surety must be accompanied by a receipt from the Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

13. EVALUATION CRITERIA

There shall be two (02) types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

The purpose of these criteria shall be to identify and reject bids that are incomplete or do not substantially comply with the conditions set out in the Request for QUOTATION, particularly with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid with the technical specifications and the qualification of bidders.

13.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria.

These shall include:

- failure to produce, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing;
- the absence of the bid bond stamped and accompanied by a receipt from the Cameroon Deposit and Consignment Office;
- false statements, corrupt practices or forged documents;
- non-compliance with the bid file format;
- the absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three budget years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- non-compliance with technical specifications of the supply;
- the absence of a quantified unit price in the financial bid;
- the absence of an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
- failure to comply with the tender model;
- the absence of a leaflet with technical data sheets;
- the absence of the dated and signed integrity charter;
- the absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements;
- a bid which failed to meet at least 70% of all essential criteria;
- the absence of the tenderer's bids on the Coleps platform;
- the absence or failure of the backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.

13.2 Essential criteria

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The essential criteria for the qualification of bidders shall cover:

- the presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- certificate of guarantee of the delivered goods of at least one year;
- certificate of after-sales service;
- bidder's experience and references (copies of contracts or Jobbing Orders, (first and last pages), acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
- delivery time less than or equal to 90 (ninety) calendar days;

- proof of acceptance of the conditions of the contract (the booklet of Special Administrative Clauses and the booklet of Special Technical Clauses initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved");
- proof of bank solvency, greater than or equal to 6,300,000 (six million three hundred thousand) CFA francs issued by a first-class banking institution or a financial body approved by the Minister in charge of Finance.

Only bids having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher or equal to 70 % of essential criteria shall be eligible for further procedure.

14- ESTIMATED TIME AND PLACE OF DELIVERY

14.1 The maximum period stipulated by the Project Owner for providing the services covered by this Request for Quotation shall be 90 (ninety) calendar days. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

14.2 Delivery shall take place at the Ministry of Trade.

15- ALLOTMENT

The supplies covered by this Request for Quotation shall be made in a single (1) lot.

16- JOBGING ORDER AWARD

The jobbing order shall be awarded to the bidder who has met all eliminatory criteria, including a technical bid deemed satisfactory, that is to say a bid meeting at least 70% of essential criteria with the lowest evaluated financial bid.

17- VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids.

18- FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 and online at the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at the following addresses : <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm>

19- ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 17 MARS 2025

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- Internal Tenders Board to MINCOMMERCE;
- FILING;
- ARCHIVES;
- POSTING.



THE MINISTER OF TRADE

27

